

Editorial

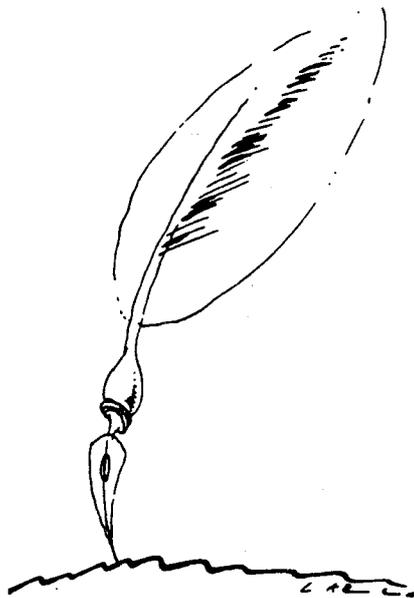
La marche européenne: vers où va-t-on?

En près de 25 ans d'existence c'est la première fois que *forum* consacre un dossier à l'Europe. Tout paradoxal que cela puisse paraître, il semble, en effet, que l'Europe ait gagné à la lueur de ce sommet de l'emploi qui vient de se tenir à Luxembourg, une nouvelle popularité.

Ce n'est certes plus la popularité enthousiaste de l'époque des pionniers, quand toute l'Europe, au moins celle qui se publiait à Luxembourg, était convaincue de la nécessité d'une intégration économique et politique pour éviter une 3e Guerre mondiale. À l'époque, Europe unie était synonyme d'espoir de paix et pouvait inciter des foules (téléguidées?) à briser des barrières aux postes de douane. La politique de développement de l'UE, décrite plus bas par René VESQUE, est un des rares rejetons de cette époque à avoir survécu, mais dans l'indifférence générale.

Trop d'erreurs et de déviations politiques, trop peu de transparence dans une politique agricole, p. ex., qui changeait trop souvent d'objectif ont entre-temps désillusionné les peuples de l'UE. Ils ont compris que c'est une Europe des marchands et capitalistes qui se construit, alors qu'ils espéraient une Europe des citoyens. Ils se sont rendu compte que la liberté de circulation concernait les capitaux avant de toucher les hommes. Ils ont vu des hommes politiques gaspiller l'argent du contribuable dans un cirque éternel se baladant entre Bruxelles, Strasbourg et Luxembourg et se réunir à longueur de journées et de nuits pour trouver toujours le plus petit commun dénominateur. Les référendums sur le traité de Maastricht I, gagnés de justesse par les promoteurs de l'Union, sont une preuve chiffrable de ce désenchantement, sans parler du refus de référendum par un

gouvernement luxembourgeois si peu sûr de le gagner. La baisse de la popularité de l'Europe se lit encore dans les sondages d'Eurobaromètre qui mettent en question l'euro-enthousiasme si souvent affiché par les responsables politiques luxembourgeois alors que l'euro-scepticisme a depuis longtemps gagné l'opinion publique d'un peuple considéré comme champion des pro-européens.



L'expérience de la crise de l'acier que l'Europe n'a su empêcher, même si elle en a adouci les effets sociaux, les préjugés vis-à-vis des eurocrates vivant dans un ghetto de luxe au milieu de la cité, la montée inexorable du chômage parallèlement à une croissance exponentielle des bénéficiaires dans le secteur financier ont eu raison de cette popularité-là de l'Europe qui avait valu au Luxembourg le 'Karlspreis' en 1985. Même si le

racisme n'a pas encore atteint les expressions ignobles d'un Le Pen ou Jörg Haider, les réflexes nationalistes, chez nous aussi, ont eu raison de l'enthousiasme pro-européen, quand le chômage a augmenté et que l'ouverture européenne du marché de travail a facilité le recrutement de 50 000 frontaliers pour les besoins de l'économie luxembourgeoise. Les frilosités des partis traditionnels vis-à-vis d'une introduction généreuse du droit de vote pour tous les étrangers aux élections communales et européennes en disent plus que tous les discours hypocritement pro-européens de nos hommes politiques.

Mais pour la première fois depuis longtemps on sent aujourd'hui un nouvel intérêt pour l'Europe qui pourrait enfin s'occuper des problèmes réels qui pèsent sur le commun des mortels: le chômage, la dégradation des conditions de travail, la non-reconnaissance réciproque des diplômes ... Les manifestations d'Amsterdam et de Luxembourg sont un premier signe de cette attention retrouvée, même si les syndicats de l'Europe du nord manquaient encore à l'appel, facilitant la tâche au lobby bien plus ancien des patrons. Trop de leaders syndicalistes semblent encore vouloir soutenir social-démocratie au pouvoir; on hésite à croire que leur solidarité avec les 20 millions de chômeurs résiste à toute épreuve.

Pourtant, si la dégradation sociale est justifiée par la concurrence échevelée des firmes étrangères, la solution ne passe-t-elle pas alors par une réglementation européenne qui impose les mêmes normes sociales à tous les concurrents? Réduction de travail partout au même moment! Ce sommet de l'emploi va-t-il enfin corriger la politique économique et financière de l'Union qui depuis la décision de créer